

Le mot d' · ESPRIT ·

Vendredi 24 juin 2022

L'extrême-droite, lentement mais sûrement

On le savait très fragile, mais le « front républicain » s'est officiellement effondré dans l'entre-deux tours des élections législatives. Quarante-neuf députés ont fait leur entrée au Parlement sous l'étiquette du Rassemblement national. Les raisons de cette percée sont multiples : un socle d'électeurs qui ne s'est pas dispersé entre les scrutins présidentiel et législatif, un ancrage local qui s'est approfondi. Mais aussi une abstention massive et des reports de voix inédits dans les situations de duel avec un candidat du RN au second tour. Ce sont ces deux derniers phénomènes qui témoignent de la rupture des digues républicaines.

Il est déjà choquant que la majorité présidentielle se soit autorisée à renvoyer dos-à-dos certains candidats de la NUPES et ceux du Rassemblement national, brandissant l'anathème de « non-républicain », et appelant de fait à l'abstention. Mais il est franchement honteux qu'un exécutif, qui par deux fois a été porté au pouvoir grâce aux voix de ceux qui faisaient barrage à l'extrême droite, se permette un examen des situations « au cas par cas », niant le principe même de ce que « faire front » veut dire.

L'absence de majorité absolue n'est pas en soi un empêchement pour nos institutions. Elle exige en revanche une pratique du compromis qui n'est pas dans notre culture parlementaire. Les premières discussions entre le Président et les chefs de partis, chacun se renvoyant la responsabilité du « blocage du pays », augurent mal de la suite. Mais surtout, on ne pourra plus dire que l'extrême-droite est « aux portes du pouvoir ». Elle est entrée au cœur de nos institutions, elle y a fait son chemin lentement mais sûrement. Toutes les forces politiques ont maintenant la responsabilité historique, non seulement de faire vivre les institutions républicaines, mais de défendre notre démocratie.